Spedizione in abbonamento postale

Anno 101° — Numero 82

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Lunedì, 4 aprile 1960 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 651-236 651-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841 737 866-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1960

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 27 febbraio 1960, n. **247.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione veterinaria fra l'Italia e la Jugoslavia conclusa in Belgrado il 26 marzo 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione veterinaria fra l'Italia e la Jugoslavia, conclusa in Belgrado il 26 marzo 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione suddetta a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità dell'art. 20 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 febbraio 1960

GRONCHI

SEGNI — PELLA — TAVIANI — ANGELINI — DEL BO — JERVOLINO — GIARDINA

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

Convention vétérinaire entre la République Italienne et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie

Dans le but de faciliter entre les deux Pays, dans toute la mesure du possible et tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux, le trafic réciproque des animaux et de leurs produits, la République Italienne et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Le trafic des animaux, des produits bruts d'origine animale et en général de tous les produits qui peuvent être véhicules de la contagion des maladies épizootiques, des viandes et de tous les produits carnés destinés à l'alimentation ainsi que du poisson, entre les deux Parties Contractantes, peut être limité à des postes-frontière, à des ports ou à des aéroports nommément désignés, et être soumis au contrôle vétérinaire des deux côtés de la frontière.

Les postes-frontière, les ports et les aéroports ouverts à la visite sanitaire vétérinaire ainsi que les jours et heures de visite sont fixés par l'autorité compétente des deux Pays et notifiés à l'autre Partie Contractante. Le service vétérinaire y sera organisé de telle façon qu'il puisse satisfaire à toutes les nécessités commerciales des deux Pays.

Article 2

Les certificats d'origine et de santé, prévus dans la présente Convention pour les animaux et les produits d'origine animale, doivent être délivrés par un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat.

Dans le cas où les certificats ne seraient pas rédigés dans la langue du Pays destinataire, on y ajoutera une traduction en français.

Article 3

Les animaux solipèdes, ruminants, porcs, volailles, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de santé portant l'indication du lieu de provenance et du lieu de destination des animaux et contenir la déclaration que la commune d'origine et le territoire traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur les wagons ou les bateaux sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire et qui sont transmissibles aux animaux visés par le certificat, et que les animaux ont été visités et reconnus sains au moment de l'expédition.

Les certificats peuvent être collectifs, mais le même certificat ne pourra viser que les animaux d'une même espèce, expédiés à un même destinataire et compris dans un même véhicule de transport.

La validité des certificats est fixée à six jours. Si cette durée expire pendant le transport, les animaux devront, afin que les certificats soient valables pour une nouvelle durée de six jours, être soumis à une nouvelle visite d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, et le résultat de cette visite sera attesté sur le certificat. Si la validité, au contraire, expirait pendant le transit des animaux à travers le territoire d'un pays tiers, les certificats seront considérés valables jusqu'à l'arrivée des animaux à la frontière du Pays de destination.

Article 4

Les certificats prévus pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter:

a) la peste bovine, la péripneumonie contagieuse des bovidés et la dourine;

b) la peste du porc, la clavelée et la gale du mouton;

c) la fièvre aphteuse et l'anémie infectieuse du cheval;

d) la peste aviaire et le choléra aviaire;

ne seront pas délivrés en ce qui concerne les animaux des espèces respectives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes: pour les maladies visées à la lettre *a*), depuis au moins six mois, à la lettre *b*), depuis au moins trente jours; à la lettre *c*), depuis au moins vingt-et-un jours; à la lettre *d*), depuis au moins quinze jours.

Les certificats qui accompagnent les porcs doivent porter aussi la déclaration que dans la commune où les animaux ont été élevés et dans les communes limitrophes on n'a pas constaté des cas de trichinose pendant les derniers trois ans.

La constatation de la rage dans la localité d'origine n'empêchera pas la délivrance du certificat d'origine et de santé.

La constatation de cas sporadiques de fièvre charbonneuse, de charbon symptomatique, de morve, de rouget, de pasteurellose n'empêchera pas non plus la délivrance du certificat, mais celui-ci devra porter mention des cas constatés.

La constatation de la gale chez les solipèdes n'empêchera pas la délivrance du certificat pour le mouton et la chèvre et vice-versa.

Article 5

Les certificats d'origine et de santé doivent, en outre, attester:

a) pour les bovins, qui ne sont pas envoyés directement aux abattoirs, qu'ils ont été soumis, depuis trente jours au plus, à l'épreuve de la tuberculine et que le résultat de ladite épreuve a été négatif;

b) pour les bovins, les ovins et les caprins aptes à la reproduction, qui ne sont pas envoyés directement aux abattoirs, que le résultat de l'épreuve sérologique pour le diagnostic de la brucellose, effectuée trente jours au plus avant le départ des animaux, a été négatif;

c) pour les solipèdes, qu'ils ont été soumis, depuis quinze jours au plus avant le départ des animaux, à l'épreuve de la malleine et que le résultat de ladite épreuve a été négatif.

Article 6

Les animaux ci-dessous indiqués ne peuvent être introduits du territoire de l'une des Parties Contractantes, à celui de l'autre, sans la présentation d'un certificat attestant:

a) pour les chiens et les chats, que la localité d'origine est indemne de rage depuis au moins six mois;

b) pour le gibier à poil et les animaux à fourrure, que le territoire de la République Populaire de provenance, pour la Yougoslavie, ou de la Région pour l'Italie est indemne de tularémie;

c) pour les lapins, que le territoire ci-dessus délimité est indemne de mixomatose;

d) pour les psittacidés, que le territoire ci-dessus délimité, est indemne de psittacose,

e) pour les ruminants exotiques, qu'ils proviennent d'un jardin zoologique ou d'un parc quarantenaire, où ils ont demeuré au moins deux mois;

f) pour les abeilles, que dans un rayon de trois kilomètres autour des ruches de provenance il n'a été constaté, depuis six mois au moins, aucune maladie d'abeille réputée légalement contagieuse;

g) pour les poissons destinés au repeuplement des eaux intérieures ou lagunaires, que l'établissement hichthyogénique de provenance est indemne de maladies de poisson réputées légalement contagieuses.

Article 7

Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours et aux épreuves sportives, peuvent être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, au lieu de certificat contenant les déclarations prévues aux articles 3, 4 et 5, d'un certificat délivré par la Fédération sportive équestre compétente.

Ce certificat devra contenir les nom et domicile du propriétaire, le signalement exact des animaux, leur provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant la bonne santé des animaux et déclarant que l'établissement est indemne de maladies contagieuses.

Article 8

Les produits d'origine animale bruts à l'état frais doivent être accompagnés d'un certificat permettant l'identification des produits et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Le certificat n'est pas exigé pour les produits qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante ou point de vue de la prophilaxie vétérinaire (dessication, salaison, traitement arsénical, ou autre, lavage antiseptique, étuvage, désinfection, etc.).

De même seront admis à l'importation et ne seront pas soumis à des restrictions, pour des raisons de police vétérinaire, les produits dérivés du lait (fromage, beurre), ainsi que les oeufs, exception faite pour les oeufs de couvaison qui doivent être accompagnés d'un certificat attestant que l'exploitation de provenance est indemne de pullorose.

Article 9

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, le saindoux, et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à l'examen vétérinaire avant et après l'abattage et que les viandes ont été reconnue saine et bonnes pour l'alimentation humaine.

Pour les viandes de porc, ou préparation de viande de porc, le certificat mentionnera qu'un examen trichonoscopique a été pratiqué avec résultat négatif. Ladite déclaration n'est pas nécessaire pour les viandes cuites.

Pour toutes les viandes conservées ou préparées, le certificat doit attester, en outre, que les opérations relatives à la préparation et à la conservation ont été effectuées sous le contrôle direct du service vétérinaire et que les viandes ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par la réglementation du Pays destinataire.

Les récipients contenant les produits carnés doivent être conformes à la réglementation du Pays destinataire.

Les viandes fraîches ou congelées devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation dans les conditions suivantes:

a) viandes bovines: animaux entiers, dépouillés ou non, ou divisés par moitiés ou par quartiers;

b) viandes de mouton et de chèvre: animaux dépouillés entiers, ou divisés par moitiés;

c) viandes de porc: animaux divisés par moitiés, avec ou sans lard, qui pourra être importé séparément, ainsi que les jambons et les épaules.

La volaille abattue, fraîche ou congelée, doit être accompagnée d'un certificat attestant que la volaille dont il s'agit a été reconnue saine et indemne de maladies contagieuses avant l'abattage. La volaille devra être présentée à l'importation sans intestin.

Article 10

Les poissons et les autres produits alimentaires de la pêche, frais, congelés, salés ou fumés, seront admis à l'importation sans certificat.

Les poissons et les autres produits alimentaires de la pêche à l'état frais ou congelé doivent être présentés entiers à l'importation. Le poisson de grosse taille peut être présenté sans tête et éviscéré ou préparé en filets. Les filets de poissons doivent être formés exclusivement de tissu musculaire sans arêtes, ni peau, ni traces de sang et confectionnés convenablement avec indication de l'espèce du poisson, du poids net et de la maison exportatrice.

Les poissons et les autres produits alimentaires de la pêche mis en boîte ou conservés dans d'autres récipients seront admis à l'importation sur présentation d'un certificat attestant que les produits mêmes ont été soumis à un procédé efficace de stérilisation ou à d'autres procédés de conservation. Les récipients doivent être conformes à la réglementation du Pays destinataire.

Article 11

Les transports qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent, ainsi que les animaux que les vétérinaires compétents des deux Pays, à leur passage à la frontière, trouvent atteints ou suspects de maladie contagieuse pourront être renvoyés.

Le refoulement des animaux suspects de maladie ou de contamination aura lieu dans les conditions suivantes:

a) dans les cas de peste bovine ou de péripneumonie contagieuse des bovidés: de tous les animaux du transport;

b) dans les cas de fièvre aphteuse, peste porcine, de clavelée de peste et de choléra aviaires: de tous les animaux transportés dans le même wagon et de ceux transportés dans les autres wagons expédiés le même jour et de la même gare ou qui pendant le voyage ou le déchargement ont été exposés à une contagion directe ou indirecte;

c) dans le cas d'autres maladies, les animaux qui présentent des symptômes suspects de la maladie ou un complexe symptomatique qui ne permet pas de l'exclure.

Les vétérinaires compétents des postes-frontière des deux Pays doivent noter le motif du renvoi sur le certificat et l'attester par leur signature.

Les animaux, au lieu d'être renvoyés sur demande de l'importateur ou de l'exportateur intéressé et d'après la réglementation en vigueur dans le Pays destinataire, seront admis, à condition d'être immédiatement abattus dans le poste-frontière ou bien au lieu de débarquement ou, si cela n'était pas possible, dans la localité qui sera désignée par l'autorité vétérinaire. Quant à l'utilisation des viandes et des produits des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur pour les animaux indigènes atteints ou suspects de maladies contagieuses.

Si, parmi les animaux importés, la présence d'une maladie contagieuse n'est reconnue qu'après leur entrée dans le Pays de destination, ce fait doit être consigné dans un procès-verbal dressé en présence d'un vétérinaire d'Etat ou spécialement autorisé à cet effet par l'Etat. La copie du procès-verbal sera transmise, sans délai, au Ministère des Affaires Etrangères de l'autre Partie Contractante.

Article 12

Si la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse des bovidés sont constatées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, l'autre Partie a le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale et, en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Si la fièvre aphteuse est constatée sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, cette Partie s'engage à faire suspendre immédiatement l'exportation dans le territoire de l'autre Partie, des animaux appartenant aux espèces sensibles à la dite maladie et de tous les produits et objets pouvant servir de véhicule à la contagion, pour tout le territoire envahi ou menacé par la maladie.

On considère comme territoire les communes comprises dans un rayon de vingt km. autour du foyer d'infection.

La durée de la période pendant laquelle l'exportation doit rester fermée ne peut être inférieure à celle prévue à l'article 4, lettres *a*) et *c*).

Article 13

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies contagieuses pour laquelle l'obligation de la déclaration est prescrite ou pour laquelle les mesures sanitaires sont prévues dans le Pays d'origine, a été importée dans le territoire du Pays destinataire, ce dernier aura le droit de limiter ou d'interdire, aussi longtemps que le danger durera, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposée à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale et à tous les produits et objets qui peuvent servir de véhicule à la contagion.

Ces limitations ou prohibitions d'importation ne pourront s'appliquer qu'aux territoires envahis par la maladie et aux territoires limitrophes, délimités sur la base des critères établis à l'article précédent.

L'importation ne peut être interdite dans les cas de fièvre charbonneuse, de charbon symptomatique, de pasteurellose, de rage, de morve, de rouget du porc et de tuberculose.

Article 14

Les précautions sanitaires que chacune des Parties Contractantes jugera opportun d'adopter relativement aux animaux trouvés sains lors du passage à la frontière seront limitées au minimum indispensable sur leur propre territoire.

La délivrance des permis préalables d'importation d'animaux effectuée du territoire de l'une des Parties Contractantes à celui de l'autre ne pourra être, en aucun cas, soumise à aucune limitation pour des motifs sanitaires. Ces permis n'auront pour but que de permettre le contrôle du mouvement des animaux, relativement à la capacité d'absorption des abattoirs et aux exigences de la période d'observation à laquelle peuvent être soumis les animaux qui ne sont pas destinés directement à l'abattage. Ladite période d'observation ne pourra excéder huit jours à partir du jour de la visite vétérinaire à la frontière. Pour les transports par voie de mer, les huit jours sont comptés à partir du jour de l'embarquement.

Le permis préalable n'est pas demandé pour les chevaux de course.

Article 15

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux animaux originaires des territoires des Parties Contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à condition que le Pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres pays, l'autorisation du passage devrait être préalablement obtenue des divers pays traversés.

Pour les ruminants, les porcs et les solipèdes en transit, les attestations de santé prévues à l'article 5 de la présente Convention ne seront pas obligatoires.

Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée, des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie Contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés et plombés ou par bateau sera admis sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du Pays destinataire.

Article 16

La désinfection des moyens de transport des animaux, ou des produits bruts d'origine animale effectuée suivant les règlements en vigueur sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie.

Article 17

Chacune des Parties Contractantes s'engage à publier, le 1er et le 16 de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire qui sera directement transmis à l'autre Partie Contractante. En outre, l'une des Parties Contractantes pourra toujours obtenir de l'autre, pour toute maladie réputée légalement contagieuse, la liste des communes infectées comprises dans les districts ou provinces désignés par elle.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Parties Contractantes on constate la peste bovine ou la péripneumonie contagieuse des bovidés, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie Contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique. On communiquera de même par voie télégraphique l'apparition de la fièvre aphteuse, ainsi que celle de tout nouveau type ou variante de virus aphteux qui peut se manifester pendant l'évolution d'une épizootie.

Pour tous les autres cas les communications urgentes, relatives à l'application de la présente Convention, pourront être échangées directement par les Autorités vétérinaires de chacune des Parties Contractantes aussi bien centrales que des zones de frontière.

Article 18

En cas de désaccord des deux Gouvernements sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Parties Contractantes s'engagent de soumettre la question litigieuse à une commission mixte paritaire. Dans le cas où la commission mixte n'aboutit pas à un accord ou ne résout pas cette question dans un délai de 15 jours, les Parties Contractantes s'engagent de recourir à une procédure arbitrale. Chacune des Parties Contractantes désignera un arbitre. Les arbitres ainsi désignés nommeront un troisième arbitre-président de nationalité autre que celle des deux Parties Contractantes.

Si l'une des Parties Contractantes ne désigne pas son arbitre dans un délai d'un mois à partir de la demande d'arbitrage de la part de l'une des Parties Contractantes, l'arbitre sera désigné par l'Office international d'Epizootie. L'Office international d'Epizootie désignera également le troisième arbitre-président, au cas où les arbitres ne s'accorderaient pas sur sa personnalité dans un délai de 30 jours à partir de la date de la nomination des arbitres par l'une et l'autre Partie Contractante.

Article 19

Les dispositions de la présente Convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Parties Contractantes à d'autres maladies, connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

Article 20

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq ans à dater du jour de son entrée en vigueur, après l'échange des instruments de ratification selon la procédure prévue dans la Constitution des deux Parties Contractantes.

La validité de la présente Convention sera automatiquement prolongée si aucun des Etats contractants ne la dénonce par voie diplomatique normale. Le préavis est d'un an. En cas de dénonciation, la validité de la présente Convention cesse après six mois.

Fait à Beograd le vingt-six mars mil neuf cent-cinquante-cinq, en double exemplaire en langue française.

Pour le Gouvernement de la République Italienne
ALDO ADEMOLLO
G. VITELLI

Pour le Gouvernement de la République Populaire Fédérative de Yougoslavie
SAVA MIHAJLOVIC
BRANISLAV ZOREC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PELLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 febbraio 1960, n. 248.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia della Beata Vergine Maria Regina, in località Venera del comune di Sanguinetto (Verona).

N. 248. Decreto del Presidente della Repubblica 3 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Verona in data 31 maggio 1959, integrato con altro decreto di pari data e con dichiarazioni del 7 luglio e 10 novembre 1959, relativo alla erezione della parrocchia della Beata Vergine Maria Regina, in località Venera del comune di Sanguinetto (Verona).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 89. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 febbraio 1960, n. 249.

Riconoscimento della personalità giuridica all'Aero Club di Rimini.

N. 249. Decreto del Presidente della Repubblica 3 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, di concerto con il Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica all'Aero Club di Rimini, e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 110. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 febbraio 1960, n. 250.

Riconoscimento della personalità giuridica all'Aero Club di Roma.

N. 250. Decreto del Presidente della Repubblica 3 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, di concerto con il Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica all'Aero Club di Roma, e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 112. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 febbraio 1960, n. 251.

Autorizzazione all'Università degli studi di Bologna ad acquistare due poderi, siti in comune di Granarolo Emilia, località Cadriano.

N. 251. Decreto del Presidente della Repubblica 15 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Bologna viene autorizzata ad acquistare dalle dottoresse Elena e Francesca Zanini due poderi siti in comune di Granarolo Emilia, località Cadriano, al prezzo complessivo di L. 44.787.000.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 100. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 febbraio 1960, n. 252.

Autorizzazione all'Università degli studi di Bologna ad acquistare un fabbricato, sito in Bologna.

N. 252. Decreto del Presidente della Repubblica 15 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, l'Università degli studi di Bologna viene autorizzata ad acquistare dal conte Ferrante Golfarelli Della Massa un fabbricato sito in Bologna, via Zamboni numeri 38 e 40, al prezzo di L. 75.000.000.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 101. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1960, n. 253.

Autorizzazione alla Fondazione « Campari », con sede in Milano, ad acquistare un immobile, sito in comune di Gottolengo (Brescia).

N. 253. Decreto del Presidente della Repubblica 16 febbraio 1960, col quale, sulla proposta del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, la Fondazione « Campari », con sede in Milano, viene autorizzata ad acquistare, non a corpo ma a misura, un podere denominato « Solaro Castello », sito in comune di Gottolengo (Brescia), della superficie complessiva di ettari 132.04.77.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *marzo* 1960
Atti del Governo, registro n. 125, *foglio n.* 103. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 9 marzo 1960.

Modificazione dello statuto dell'Istituto per il credito sportivo, ente di diritto pubblico, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 24 dicembre 1957, n. 1295, che ha istituito l'Istituto per il credito sportivo, ente di diritto pubblico, con sede in Roma;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617, che ha istituito il Ministero del turismo e dello spettacolo, e ne ha devolute al titolare le funzioni prima attribuite al Presidente del Consiglio dei Ministri nei riguardi del predetto Istituto;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il proprio decreto in data 2 novembre 1959, che ha approvato lo statuto dell'Istituto anzidetto;

Viste le deliberazioni assunte dal Consiglio di amministrazione dell'Istituto medesimo nella riunione del 20 gennaio 1960;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Le seguenti disposizioni dello statuto dell'Istituto per il credito sportivo, ente di diritto pubblico, con sede in Roma, sono modificate come in appresso:

Art. 3 (*terzo comma*): « Il fondo di dotazione può essere aumentato con ulteriori conferimenti, per quote non inferiori a 100 milioni di lire, da parte degli enti fondatori e di altri enti partecipanti ».

Art. 13 (*primo comma*): « Il presidente del Consiglio di amministrazione è nominato con decreto del Ministro per il turismo e lo spettacolo, di concerto con il Ministro per il tesoro, sentiti il Comitato olimpico nazionale italiano e il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio ».

Art. 14 (*primo comma, primo alinea*): « tre membri designati rispettivamente dal Ministro per il turismo e lo spettacolo, dal Ministro per il tesoro e dal Ministro per le finanze; ».

Art. 14 (*ultimo comma*): « I consiglieri sono nominati con decreto del Ministro per il turismo e lo spettacolo, di concerto con il Ministro per il tesoro ».

Art. 22 (*primo comma*): « Il Collegio dei sindaci si compone di cinque membri effettivi e di due supplenti nominati con decreto del Ministro per il turismo e lo spettacolo, di concerto con il Ministro per il tesoro e designati rispettivamente:

uno effettivo e uno supplente dal Ministro per il turismo e lo spettacolo;

uno effettivo e uno supplente dal Ministro per il tesoro;

uno effettivo del Ministro per le finanze;

uno effettivo dalla Banca nazionale del lavoro;

uno effettivo dal Comitato olimpico nazionale italiano ».

Art. 22 (*secondo comma*): « Il Collegio dei sindaci è presieduto dal sindaco effettivo designato dal Ministro per il turismo e lo spettacolo ».

Art. 25: « L'esercizio si chiude al 31 dicembre di ciascun anno. Entro i quattro mesi successivi il bilancio è sottoposto all'approvazione del Consiglio di amministrazione. Il bilancio dell'Istituto, con l'elenco dei mutui concessi annualmente, è trasmesso al Ministero del turismo e dello spettacolo ai termini dell'art. 4 della legge 31 luglio 1959, n. 617 ».

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 9 marzo 1960

Il Ministro per il tesoro
TAMBRONI

Il Ministro per le finanze
TAVIANI

(1920)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1960.
Nomina del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio dell'Aquila, con sede in L'Aquila.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio dell'Aquila approvato con decreto ministeriale del 25 gennaio 1950, modificato con decreti ministeriali dell'11 agosto 1951 e 18 settembre 1959;

Visto il decreto ministeriale del 14 agosto 1954, con il quale l'avv. Matteo Fanti ed il marchese dott. Panfilo Mazara vennero nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente della Cassa di risparmio dell'Aquila;

Considerato che i predetti nominativi sono scaduti di carica per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. Elio Sericchi è nominato presidente della Cassa di risparmio dell'Aquila, con sede in L'Aquila, e l'avv. Mario Maccallini è nominato vice presidente della Cassa medesima dalla data di pubblicazione del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 marzo 1960

Il Ministro: TAMBRONI

(1966)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1960.
Nomina del presidente e conferma dei vice presidenti della Cassa di risparmio di Cuneo, con sede in Cuneo.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto ministeriale in data 13 gennaio 1955, con il quale il dott. arch. Albino Arnaudo fu nominato presidente della Cassa di risparmio di Cuneo e i signori avv. Benedetto Dardanelli e cav. uff. Teobaldo Toppino vennero confermati vice presidenti della medesima per la durata prevista dalle norme statutarie vigenti in tale data;

Visto il decreto ministeriale in data 26 novembre 1956, con il quale il dott. rag. Domenico Carboneri fu nominato vice presidente della citata Cassa, in sostituzione dell'avv. Benedetto Dardanelli, dimissionario;

Considerato che i suddetti nominativi sono da considerarsi scaduti dalla carica per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. Ferdinando Collidà è nominato presidente della Cassa di risparmio di Cuneo, con sede in Cuneo; e i signori cav. uff. Teobaldo Toppino ed il dott. ragioniere Domenico Carboneri sono confermati vice presidenti della Cassa medesima, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 24 marzo 1960

Il Ministro: TAMBRONI

(1967)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Boscoreale ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 4 gennaio 1960, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 257, il comune di Boscoreale (Napoli) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.000.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1831)

Autorizzazione al comune di Guardavalle ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 22 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 244, il comune di Guardavalle (Catanzaro) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.200.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1832)

Autorizzazione al comune di Capua ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 18 dicembre 1959, registrato ala Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 238, il comune di Capua (Caserta) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 64.500.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1833)

Autorizzazione al comune di Latiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 20 ottobre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 242, il comune di Latiano (Brindisi) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 36.400.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1834)

Autorizzazione al comune di Favignana ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 26 novembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 249, il comune di Favignana (Trapani) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.000.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1835)

Autorizzazione al comune di Giano dell'Umbria ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 22 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 254, il comune di Giano dell'Umbria (Perugia) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di lire 10.600.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1845)

Autorizzazione al comune di Rionero in Vulture ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti l'8 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 1, il comune di Rionero in Vulture (Potenza) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 42.300.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1844)

Autorizzazione al comune di Ripe ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 18 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 240, il comune di Ripe (Ancona) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.200.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1838)

Autorizzazione al comune di Brisighella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 4 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 247, il comune di Brisighella (Ravenna) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 30.000.000 per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1839)

Autorizzazione al comune di Chioggia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 28 settembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 250, il comune di Chioggia (Venezia) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 140.000.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1840)

Autorizzazione al comune di Bassano in Teverina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 251, il comune di Bassano in Teverina (Viterbo) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.230.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1841)

Autorizzazione al comune di Calcata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 10 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 253, il comune di Calcata (Viterbo) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 755.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1842)

Autorizzazione al comune di Lubriano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 15 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 252, il comune di Lubriano (Viterbo) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 600.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1843)

Autorizzazione al comune di Arcevia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 22 dicembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 239, il comune di Arcevia (Ancona) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 37.400.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1837)

Autorizzazione al comune di Buscemi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1959

Con decreto interministeriale in data 26 novembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 16 marzo 1960, registro n. 6 Interno, foglio n. 248, il comune di Buscemi (Siracusa) è stato autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.350.000, per il pareggio economico del bilancio dell'esercizio 1959.

(1836)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di Atessa

Con decreto ministeriale in data 20 ottobre 1959, numero 15862/1680, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801, e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Tranti Amalia nata l'8 febbraio 1924 in Atessa, della zona demaniale facente parte del tratturo « Centurelle-Montesecco » tronco in Atessa e Scerni, estesa mq. 38, riportata in catasto alla particella n. 202 parte, del foglio di mappa n. 14 del comune di Atessa, e nella planimetria tratturale con il n. 103.

Con decreto ministeriale in data 20 ottobre 1959, numero 9806/1762, e stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801, e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per alienazione, a D'Amico Giovanni, nato in Atessa il 19 ottobre 1908 e Milantoni Rachele, nata in Atessa il 1° marzo 1907, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », tronco unico in Atessa e Scerni, estese complessivamente mq. 535, riportate in catasto alle particelle numeri 165-*b* e 30 parte, del foglio di mappa n. 16 del comune di Atessa e nella planimetria tratturale con i numeri 224 e 223.

Con decreto ministeriale in data 20 ottobre 1959, numero 9306/1733, e stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801, e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Marcucci Carmine, nato in Atessa il 3 dicembre 1897 e Marcucci Orlando, nato in Atessa il 6 settembre 1916, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », tronco unico in Atessa e Scerni, estese complessivamente mq. 5600, riportate in catasto alle particelle numeri 193-*a b* e 172 parte, del foglio di mappa n. 35 del comune di Atessa, e nella planimetria tratturale con i numeri 708 e 707.

(1904)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Variante al piano regolatore generale della città di Bari

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 10 novembre 1959, registrato alla Corte dei conti il 10 marzo 1960, registro n. 12 Lavori pubblici, foglio n. 393, è stata approvata la variante al piano regolatore generale della città di Bari per la zona compresa tra la statale n. 16 con il torrente Lamasinata ed il nuovo quartiere industriale occidentale.

Copia di tale decreto munita del visto di conformità all'originale sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico, a sensi dell'art. 10 della legge urbanistica 17 agosto 1942, n. 1150.

(1719)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 77

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 2 aprile 1960

1 Dollaro USA	620,63
1 Dollaro canadese	649,187
1 Franco svizzero	143,035
1 Corona danese	90,112
1 Corona norvegese	87,112
1 Corona svedese	120,002
1 Fiorino olandese	164,562
1 Franco belga	12,461
1 Franco nuovo (N.F.)	126,542
1 Lira sterlina	1742,962
1 Marco germanico	148,84
1 Scellino austriaco	23,867

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di certificati di rendita nominativa

(2ª *pubblicazione*). Elenco n. 5.

In conformità delle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che, ai termini dell'art. 73 del citato regolamento è stata denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite ed è stata fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, vengano rilasciati nuovi certificati:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione (Lire)
Rendita 5 % (1935)	170732	Giop Giuseppe Elio di Angelo, dom. a Sovramonte (Belluno), vincolato fino alla morte del titolare	1.130 —
Cons. 3,50 % (1902)	42180 (nuda proprietà)	Pavia Giuseppe fu Angelo, dom. a Torino, con usufrutto a favore di Ariano Petronilla fu Francesco, vedova Ruffini, dom. a Torino	1.750 —
Cons. 3,50 % (1906)	825002 (nuda proprietà)	Come sopra, intestazione e usufrutto	4.256 —
Id.	880982	Mensa vescovile di Ischia (Napoli)	5.043,50

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse che trascorsi sei mesi dalla prima delle prescritte due pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 23 dicembre 1959

Il direttore generale: SCIPIONE

(6978)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Comunicati

Il Ministro per il commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, numero 476, comunica che l'Ufficio Italiano dei Cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa, con al seguente circolare:

6° Aggiornamento del 17 marzo 1960 al fascicolo « Conti e Depositi bancari soggetti a controllo valutario - Operazioni e Disposizioni varie ».

(1927)

Il Ministro per il commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, numero 476, comunica che l'Ufficio Italiano dei Cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa, con le seguente circolare:

n. A-121 del 17 marzo 1960, concernente la soppressione dei « Conti autorizzati in valuta temporanea importazione ».

(1928)

COMMISSARIATO DEL GOVERNO NELLA REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 ed il decreto ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 30 novembre 1935, n. 1859 R/Gab., con cui alla signora Niederstatter Maria, nata a Bressanone il 22 aprile 1908, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Dallabassa;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 8 marzo 1958 dal sig. Dallabassa Antonio, figlio della predetta in atto residente a Winterthur;

Ritenuto che le ragioni addotte dal richiedente sono attendibili e tali da giustificare l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto n. 12978/Gab. del 20 ottobre 1958, con cui il Commissario del Governo delega al Vice Commissario proprie attribuzioni per la provincia di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano del 30 novembre 1935, n. 1859/R/Gab., è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alla sottoindicata persona.

Per effetto di tale revoca il cognome del sig. Dallabassa Antonio, nato a Bolzano il 3 aprile 1928 e residente a Winterthur, viene ripristinato nella forma tedesca di Niederstätter.

Il Consolato generale d'Italia in Insbruck provvederà alla notifica del presente decreto all'interessato a termini del paragrafo 6°, comma terzo, delle istruzioni ministeriali anzidette e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi 4° e 5° delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 17 marzo 1960

Il Vice Commissario del Governo
PUGLISI

(1888)

ACCORDI ECONOMICI E CONTRATTI COLLETTIVI DI LAVORO

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Comunicati

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (28 marzo 1960) il Bollettino n. 3 della provincia di Teramo, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto provinciale 28 gennaio 1959 normativo e salariale per il personale non laureato dipendente da farmacie.

Il Ministro: ZACCAGNINI

(1934)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (28 marzo 1960) il Bollettino n. 3 della provincia di Matera, contenente il sottoindicato contratto pubblicato ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo provinciale di lavoro 1° ottobre 1955 per gli operai addetti all'industria edilizia ed affini in provincia di Matera, integrativo del contratto nazionale del 18 dicembre 1954.

Il Ministro: ZACCAGNINI

(1935)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (31 marzo 1960) il Bollettino n. 59 degli accordi e contratti collettivi nazionali, contenente i sottoindicati contratti pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo nazionale di lavoro 25 luglio 1959 per gli operai addetti all'industria delle calzature.

2. — Accordo del 31 marzo 1953 modificativo dell'accordo 3 luglio 1947 relativo all'indennità di mensa per i dipendenti dell'industria delle calzature.

3. — Accordo del 3 luglio 1947 relativo alla istituzione dell'indennità di mensa per i dipendenti dell'industria delle calzature.

Il Ministro: ZACCAGNINI

(1936)

Presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale - Direzione generale dei rapporti di lavoro - Divisione XXI, e presso tutti gli Uffici regionali e provinciali del lavoro e della massima occupazione della Repubblica, è in visione dalla data della sua pubblicazione (2 aprile 1960) il Bollettino n. 60 degli accordi e contratti collettivi nazionali, contenente i sottoindicati contratti pubblicati ai sensi della legge 14 luglio 1959, n. 741:

1. — Contratto collettivo di lavoro del 22 settembre 1959 per le maestranze addette ai lavori di taglio e raccolta del riso per la campagna 1959, da valere nelle provincie di Alessandria, Mantova, Milano, Novara, Pavia e Vercelli.

2. — Contratto collettivo di lavoro del 3 maggio 1959 per le maestranze addette ai lavori di monda e trapianto del riso per la campagna 1959, da valere nelle provincie di Alessandria, Mantova, Milano, Novara, Pavia e Vercelli.

3. — Accordo del 27 aprile 1959 che stabilisce le paghe giornaliere da corrispondere alle mondariso locali e forestiere in vigore nelle provincie di Alessandria, Milano, Mantova, Novara, Pavia e Vercelli.

4. — Art. 6 del Contratto collettivo nazionale di lavoro per gli impiegati di aziende agricole e forestali, stipulato il 19 luglio 1949.

Il Ministro: ZACCAGNINI

(1937)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Concorso per l'ammissione alla 1ª classe del corso normale dell'Accademia navale di Livorno, di centouno allievi ufficiali per l'anno accademico 1960-1961.

IL MINISTRO PER LA DIFESA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 11 marzo 1953, n. 412, che approva lo statuto dell'Accademia navale;
Vista la legge 10 ottobre 1950, n. 877;

Decreta:

CAPITOLO I

DISPOSIZIONI GENERALI

Art. 1.

Posti messi a concorso

E' indetto per l'anno 1960-61 un concorso per l'ammissione alla 1ª classe del corso normale dell'Accademia navale di centouno allievi ufficiali da assegnare:
68 ' Corpo di Stato Maggiore;
20 al Corpo del Genio navale;
13 al Corpo delle armi navali.
Il concorso comprende:
a) una visita medica;
b) un esame psicotecnico;
che verranno effettuati nel mese di agosto, ed ai quali potranno presentarsi i giovani in possesso dei requisiti di cui all'art. 2;
c) gli esami di ammissione che consistono di:
1) una prova scritta ed orale di matematica;
2) una prova scritta (tema di italiano) ed orale (storia e geografia) di cultura generale;
3) una prova facoltativa di lingue straniere.
Agli esami di ammissione, che avranno luogo nel mese di ottobre, saranno ammessi i concorrenti che avranno superato la visita medica, l'esame psicotecnico ed abbiano già conseguito o conseguano nella seconda sessione di esami dell'anno 1960 uno dei titoli di studio previsti dall'art. 2, lettera *D*.

Art. 2.

Requisiti e condizioni per l'ammissione al concorso

Sono ammessi al concorso i cittadini italiani in possesso dei seguenti requisiti:

A	siano nati in data non anteriore al 1° gennaio 1940;
B	siano celibi o vedovi senza prole;
C	siano dotati di sviluppo organico e attitudine psicofisica necessari alla vita di mare in base alle condizioni specificate nel capitolo III;
D	abbiano già conseguito o conseguano nella seconda sessione di esami 1960 uno dei seguenti titoli di studio: diploma di maturità classica; diploma di maturità scientifica; diploma di abilitazione degli Istituti nautici (sezione capitani). Il diploma di abilitazione degli Istituti nautici (sezione capitani) è valevole solo per l'assegnazione al Corpo di Stato Maggiore;
E	abbiano il consenso di chi esercita la patria potestà o la tutela, per contrarre l'arruolamento volontario nel Corpo equipaggi militari marittimi;
F	abbiano tenuto buona condotta civile e morale ed appartengano a famiglie di cui è accertata l'onorabilità a giudizio insindacabile del Ministero della difesa-Marina;
G	non siano stati espulsi da istituti di educazione dello Stato; nè abbiano per qualunque motivo già cessato di appartenere all'Accademia navale; nè siano stati rinviati dai precedenti concorsi per insufficienza in attitudine professionale o per non aver superato l'esame psicotecnico o in base al primo comma dell'art. 6 della presente notificazione di concorso.

L'ammissione dei giovani che si trovino già alle armi è subordinata al nulla osta della Forza armata di appartenenza.
Possono altresì partecipare al concorso sottufficiali, sergenti e sottocapi volontari di carriera della Marina militare in possesso dei requisiti prescritti dalla presente notificazione, salvo il limite di età, il quale è elevato di cinque anni. Il personale in parola è esonerato dalle funzioni del grado per tutta la durata della permanenza in Accademia, ed è soggetto ai doveri degli altri allievi.

Art. 3.

Domanda provvisoria

La domanda provvisoria di partecipazione al concorso dovrà essere avanzata da chi esercita la patria potestà o la tutela e indirizzata al Comando dell'Accademia navale di Livorno.
Essa verrà inoltrata a mezzo raccomandata direttamente al Comando dell'Accademia navale di Livorno e dovrà pervenire a quel Comando entro il 5 agosto 1960.
Potrà essere sostituita da un telegramma (indirizzo: Marinaccad - Livorno).
Il personale militare presenterà la domanda provvisoria al Comando da cui dipende.
I Comandi che ricevono domande di sottufficiali, sergenti e sottocapi della Marina militare, esprimeranno su di esse il proprio parere e le inoltreranno al Comando dell'Accademia navale tramite la Direzione generale del C.E.M.M. Questa respingerà le domande di coloro che non abbiano riportato la classifica di « ottimo » nelle note caratteristiche durante il servizio da sottufficiale e da sottocapo o che abbiano comunque commesso gravi mancanze durante il predetto servizio.

Art. 4.

Domanda definitiva e relativa documentazione

La domanda definitiva di partecipazione al concorso dovrà essere indirizzata al Comando dell'Accademia navale di Livorno, redatta in carta da bollo da L. 200, sottoscritta dal padre o dalla madre se vedova o se il padre è assente dall'Italia (in questo caso dovranno essere indicati i motivi dell'assenza e la di lui residenza), o dal tutore.
Tale domanda dovrà essere consegnata dai concorrenti all'atto della presentazione alla visita medica, unitamente a tre fotografie, come specificato al successivo art. 7.
All'atto della presentazione per sostenere gli esami di ammissione di cui all'art. 9 i concorrenti dovranno presentare la seguente documentazione:

1	documento comprovante che il concorrente possiede uno dei titoli di studio di cui alla lettera *D*) dell'art. 2 della presente notificazione. Il titolo di studio originale può essere sostituito provvisoriamente da un certificato in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'istituto medio superiore; dal certificato devono anche risultare le votazioni riportate nelle singole materie e la sessione di esami nella quale il titolo di studio è stato conseguito. Il diploma originale dovrà essere immancabilmente presentato all'atto della promozione alla 2ª classe;
2	estratto per riassunto dell'atto di nascita del concorrente su carta da bollo da L. 100, più i diritti di segreteria comunale;

3	certificato di cittadinanza italiana del concorrente in carta da bollo da L. 100, più i diritti di segreteria, rilasciato, in data non anteriore al 5 agosto 1960, dal Comune di residenza;
4	certificato generale del casellario giudiziale su carta da bollo da L. 200, rilasciato, in data non anteriore al 5 agosto 1960, dalla cancelleria del tribunale nella cui giurisdizione il giovane è nato, ovvero dal casellario centrale presso il Ministero di grazia e giustizia, se il concorrente è nato all'estero;
5	atto di assenso del padre, o in sua mancanza, della madre, ovvero in mancanza di entrambi, del tutore per contrarre a tempo debito l'arruolamento volontario nel Corpo equipaggi militari marittimi, redatto dal sindaco secondo il modello n. 66 annesso al regolamento sul reclutamento dell'Esercito;
6	dichiarazione su carta bollata da L. 200, del genitore o tutore, di sottostare senza riserve alle disposizioni amministrative specificate nella presente notificazione. I tutori dovranno inoltre inviare un certificato della competente autorità giudiziaria comprovante la loro qualità. La dichiarazione di cui sopra, dovrà essere autenticata da un notaio e registrata all'Ufficio del registro;
7	certificato di stato libero del concorrente, in carta semplice, rilasciato in data non anteriore a tre mesi dal giorno di presentazione della domanda definitiva.

Non è ammesso il riferimento a documentazione presentata ad altra Amministrazione o, per altri concorsi, all'Amministrazione della marina militare.

I soli orfani di guerra sono autorizzati a presentare tutti i documenti in carta semplice anzichè in carta bollata.

I documenti presentati dai candidati ammessi all'Accademia si intendono acquisiti agli atti di ufficio per comprovare la regolarità dell'ammissione stessa. I diplomi originali di studio potranno essere restituiti solo ove gli interessati lascino l'Istituto.

I documenti dei giovani che si ritirino dal concorso o che, per qualsiasi motivo, non conseguano l'ammissione, saranno restituiti agli interessati.

Art. 5.

Partecipazione al concorso dei cittadini italiani residenti all'estero

I cittadini italiani residenti all'estero dovranno presentare la domanda provvisoria di cui all'art. 3 alle Ambasciate. Legazioni o Consolati generali equiparati a Legazioni, i quali:

a) cureranno l'istruttoria delle domande anche dal punto di vista della raccolta delle notizie riservate sulla onorabilità dei concorrenti e delle famiglie;

b) faranno pervenire vistate al Comando dell'Accademia navale, entro il 5 agosto, le predette domande provvisorie unitamente ad un programma particolareggiato delle materie relative al titolo di studio che i concorrenti hanno conseguito o che prevedono di conseguire, aggiungendo una esplicita dichiarazione dalla quale risulti a quali successivi corsi di studio dà adito, nello Stato in questione, il titolo presentato.

Il Consiglio degli studi dell'Accademia navale, sentito se del caso il Ministero degli affari esteri, deciderà caso per caso circa la validità del titolo di studio sopracitato ai fini della ammissione al concorso.

Onde evitare un doppio viaggio ai concorrenti residenti all'estero, la visita medica e l'esame psicotecnico avranno luogo, solo per essi, subito prima degli esami di ammissione; la data esatta della presentazione a Livorno sarà tempestivamente comunicata dal Comando Accademia, insieme alla conferma della validità del titolo di studio.

Ricevuta tale comunicazione le predette autorità diplomatiche:

c) visteranno la domanda definitiva e i documenti richiesti dall'art. 4, che dovranno essere presentati dai concorrenti all'atto della loro presentazione a Livorno per la visita medica;

d) disporranno l'inoltro dei concorrenti a Livorno per la visita medica fornendoli dei documenti di viaggio necessari.

Le spese di viaggio sono a carico dei concorrenti sia per recarsi a Livorno che per ritornare al proprio domicilio all'estero, in caso che non superino il concorso.

Per il viaggio nel territorio italiano i concorrenti potranno fruire delle facilitazioni di cui all'art. 14.

Art. 6.

Esclusione e rinvio dal concorso

Il Ministero si riserva facoltà di escludere dal concorso o di allontanare dall'Accademia navale, in qualsiasi momento durante lo svolgimento del concorso stesso, quei giovani la cui appartenenza all'Istituto fosse giudicata comunque inopportuna.

Nessun obbligo incombe al Ministero di specificare i motivi di tale esclusione.

Saranno inoltre esclusi dal concorso su deliberazione del Comando dell'Accademia navale:

a) i giovani che non presentassero entro i termini stabiliti dagli articoli 3 e 4 la domanda provvisoria e quella definitiva con i relativi documenti;

b) i giovani che non si presentassero alla visita medica entro i termini del successivo art. 7;

c) i giovani che non si trovassero presenti al momento dell'appello per le varie operazioni di concorso.

CAPITOLO II

SVOLGIMENTO DEL CONCORSO

Art. 7.

Visita medica

1° La visita medica ha lo scopo di accertare se il concorrente è in possesso dei requisiti fisici indicati al capitolo III della presente notificazione. Essa verrà effettuata da una Commissione unica nominata dal Ministero.

2° La visita medica avrà luogo a Livorno, presso l'infermeria dell'Accademia navale, nel mese di agosto.

Ad essa saranno convocati tutti i concorrenti che avranno presentato la domanda provvisoria, indipendentemente dall'avere o meno conseguito il titolo di studio.

I concorrenti dovranno presentarsi nella sede predetta alle ore 7,30 del giorno che verrà loro comunicato.

I concorrenti che alla mezzanotte del giorno 9 agosto non avessero ricevuta alcuna comunicazione al riguardo, sono tenuti a chiedere telegraficamente notizie al Comando Accademia entro il giorno 10 agosto.

I concorrenti dovranno presentarsi alla visita medica muniti della domanda definitiva di cui all'art. 4, della carta di identità e di fotografia (senza cartoncino), in tre esemplari, formato tessera, a mezzo busto su sfondo chiaro, con scritto in basso (in calligrafia chiara) nome, cognome e paternità del concorrente. Nessun'altra legalizzazione deve essere apposta sulla fotografia.

3° La Commissione per la visita medica è costituita come segue:

un capitano di vascello, presidente;

l'ufficiale superiore direttore del Servizio sanitario della Accademia navale, membro;

due ufficiali superiori medici della Marina militare, membri;

un ufficiale medico della Marina militare, membro e segretario.

4° Il verdetto della Commissione è inappellabile e sarà comunicato al concorrente subito dopo la visita.

I concorrenti dichiarati idonei verranno esclusi dal concorso e rinviati subito al loro domicilio.

I concorrenti che abbiano infermità od imperfezioni suscettibili di rapida guarigione, come specificato nell'art. 21, verranno dichiarati condizionatamente idonei e ammessi al concorso.

Art. 8.

Esame psicotècnico

I concorrenti risultati idonei alla visita medica verranno, il giorno seguente, sottoposti ad esame psicotecnico consistente nella somministrazione di prove intese ad accertare il livello intellettuale e le qualità attitudinali e caratterologiche della loro personalità.

Al termine dell'esame psicotecnico i concorrenti saranno tutti rinviati al proprio domicilio in attesa di conoscere il risultato dell'esame stesso che sarà loro comunicato al più presto.

I concorrenti che non avranno superato l'esame psicotecnico saranno esclusi dal concorso; i concorrenti che superano l'esame psicotecnico saranno successivamente convocati per sostenere gli esami di ammissione (vedi art. 9).

Art. 9.

Esami di ammissione

L'Accademia navale convocherà i concorrenti risultati idonei alla visita medica ed all'esame psicotecnico ai primi di ottobre per sostenere gli esami di ammissione. I concorrenti dovranno consegnare i documenti di cui ai nn. 1, 2, 3, 4, 5, 6 e 7 dell'art. 4 e porteranno seco il vestiario necessario per il periodo degli esami: tale vestiario sarà specificato dal Comando dell'Accademia.

Gli esami di ammissione consistono delle seguenti prove:

a) *Prova scritta di matematica.* — La prova consisterà in un esercizio di algebra e in un esercizio di trigonometria, uguali per tutti i concorrenti, vertente sugli argomenti indicati all'art. 24 per il programma dell'esame orale e scelti dalla Commissione riunita, immediatamente prima della dettatura.

E' indispensabile che i concorrenti sappiano usare bene le tavole logaritmiche.

Durata dell'esame: 4 ore.

I membri della Commissione non assegneranno voto, ma annoteranno a parte le proprio considerazioni.

b) *Prova scritta di cultura generale.* — Verrà assegnato un tema di cultura generale unico per tutti i concorrenti; il tema sarà scelto dalla Commissione riunita, immediatamente prima della dettatura. Qualunque nozione storica, letteraria, filosofica, geografica, sarà riferita ai programmi di insegnamento degli Istituti di istruzione media superiore.

La prova scritta di cultura generale dovrà consentire alla Commissione di esprimere un esatto criterio sulle doti culturali del concorrente in merito a: padronanza e proprietà linguistica, attitudine a esprimere le proprie idee in forma semplice e chiara, maturità di pensiero, vastità di cognizioni e facilità di sintesi e di ragionamento.

Durata dell'esame: 6 ore.

I membri della Commissione non assegneranno voto, ma annoteranno a parte le proprie considerazione.

Disposizioni comuni alle prove scritte di matematica e di cultura generale.

L'originale e la copia delle prove scritte di matematica e di cultura generale saranno redatte su appositi fogli di carta portanti il timbro ufficiale dell'Istituto. L'angolo superiore destro di ogni foglio sarà gommato. Il concorrente apporrà all'angolo il proprio nome e cognome; quindi lo piegherà e salderà in modo che il nome e cognome non siano visibili.

L'apertura della parte gommata avverrà prima dell'inizio delle prove orali.

c) *Prova orale di matematica.* — Vedi all'art. 24 il programma d'esame.

Durata minima dell'esame: 20 minuti.

Dopo ogni esame orale di matematica la Commissione, basandosi sui risultati della prova scritta e della prova orale, procederà a determinare l'idoneità del candidato con votazione segreta; stabilitasi l'idoneità o meno del candidato, ciascun membro assegnerà un punto compreso tra 20 e 10 ventesimi nei casi di idoneità oppure un punto compreso tra 9 e zero ventesimi nei casi di non idoneità; la media dei punti assegnati costituirà il punto unico dell'esame scritto e orale di matematica.

d) *Prova orale di cultura generale (storia e geografia).* — Vedi all'art. 25 il programma d'esame.

Durata minima dell'esame: 20 minuti.

Dopo ogni esame orale di cultura generale la Commissione, basandosi sui risultati del tema di italiano e della prova orale, procederà a determinare l'idoneità del candidato con votazione segreta; stabilitasi l'idoneità o meno del candidato, ciascun membro assegnerà un punto compreso tra 20 e 10 ventesimi nei casi di idoneità oppure un punto compreso tra 9 e zero ventesimi nei casi di non idoneità; la media dei punti assegnati costituirà il punto unico dell'esame scritto e orale di cultura generale.

e) *Prova facoltativa di lingue straniere.* — Il concorrente dovrà dar prova di conoscere la lingua in maniera da parlarla e da scriverla correntemente.

Durata minima dell'esame: 15 minuti.

Dopo ogni esame la Commissione procederà a determinare l'idoneità del candidato con votazione segreta; stabilitasi la idoneità o meno del candidato, ciascun membro assegnerà un punto compreso tra 20 e 10 ventesimi nei casi di idoneità oppure un punto compreso tra 9 e zero ventesimi nei casi di non idoneità; la media dei punti assegnati costituirà il punto di esame.

f) *Le prove orali si svolgeranno alla presenza di almeno altri due concorrenti.*

Art. 10.

Commissioni per gli esami

Le Commissioni per le prove di esame, una per la matematica, una per la cultura generale ed una per le lingue, saranno nominate dal Ministero, presiedute dal comandante in 2ª dell'Accademia, o, in caso di impedimenti derivanti da cause di forza maggiore, da un capitano di vascello e composte di ufficiali e professori civili. Esse risulteranno composte di 5 o 7 membri.

Art. 11.

Assegnazione ai vari Corpi

Al termine degli esami di concorso, dopo accertato il numero definitivo degli idonei, il Comando dell'Accademia navale, presi gli ordini dal Ministero della difesa-Marina, procederà con scelta insindacabile, all'assegnazione definitiva dei concorrenti nei tre Corpi di S.M., G.N., A.N.

In tale scelta, basata sui requisiti fisici, sui risultati conseguiti nell'esame psicotecnico e negli esami di ammissione, sarà anche tenuto conto del desiderio espresso nella domanda definitiva.

Art. 12.

Ordine di classificazione

I concorrenti che avranno superato favorevolmente gli esami obbligatori, coloro cioè che in ciascuno di essi avranno riportato un punto non inferiore a 10/20, saranno ordinati in tre distinte classifiche, a seconda del Corpo cui sono stati assegnati, in base alla somma dei seguenti punti espressa in ventesimi:

a) punto riportato nella prova di matematica;

b) punto riportato nella prova di cultura generale;

c) mezza unità per ogni punto superiore ai 15/20 riportato nelle prove facoltative di lingue.

A parità di punteggio la precedenza in classifica sarà data agli orfani di guerra, successivamente ai provenienti dalla « Scuola militare Nunziatella » ed a parità di requisiti avranno la precedenza i più giovani.

Art. 13.

Accettazione ed ammissione definitiva dei concorrenti

I primi concorrenti nell'ordine di classificazione per ciascuno dei tre Corpi, Stato Maggiore, Genio navale ed Armi navali, fino al raggiungimento del numero dei posti messi a concorso, saranno accettati quali allievi della 1ª classe del corso normale dell'Accademia navale. I concorrenti accettati entreranno nell'Istituto appena proclamati i risultati del concorso. Gli eccedenti, anche se idonei, saranno restituiti alle famiglie.

I concorrenti definitivamente ammessi al corso saranno nominati ufficiali al termine del corso normale, a norma dello statuto dell'Accademia navale e in relazione alla situazione organica dei rispettivi Corpi di appartenenza.

Art. 14.

Disposizioni amministrative

1. Le spese che i concorrenti dovranno sostenere:

a) per recarsi dalla loro residenza a Livorno,

b) per rientrare alla loro residenza dopo la vista medica e l'esame psicotecnico;

c) per ritornare in Accademia per sostenere gli esami;

d) per rientrare alla loro residenza qualora non ammessi alla 1ª classe,

sono a loro carico.

E' concesso però il beneficio della riduzione a tariffa militare sul biglietto di prima classe.

A tale scopo i concorrenti possono rivolgersi ai Comandi di marina od alle Capitanerie di porto più vicini alla loro residenza, od alle Stazioni carabinieri del luogo di residenza,

i quali, previo esame dei documenti comprovanti la partecipazione degli interessati al concorso, rilasceranno lo scontrino ed il foglio di viaggio per la sola andata.

Tale beneficio è esteso anche ai concorrenti residenti all'estero i quali per ottenere la riduzione per il viaggio dal confine fino a Livorno si rivolgeranno alle autorità di frontiera.

2. L'Accademia navale provvederà per l'alloggio ed il vitto per la durata della visita medica, dell'esame psicotecnico e degli esami di concorso. I concorrenti dovranno però essere provvisti del denaro occorrente per il loro ritorno in famiglia, rimanendo escluso qualsiasi intervento dell'Accademia navale per i giovani che risultino sprovvisti di mezzi di viaggio.

Ai giovani che lasceranno il concorso durante il periodo degli esami di propria volontà, o perchè ritirati dai genitori o tutori, non sarà concesso il beneficio della riduzione a tariffa militare per il viaggio di ritorno in famiglia.

3. I concorrenti che tornano in Accademia per sostenere gli esami dovranno depositare la somma di lire 5000 (cinquemila) che costituirà una scorta intangibile per l'eventuale ritorno in famiglia. La somma predetta sarà passata al fondo privato per i giovani che avranno vinto il concorso.

4. Sono a carico delle famiglie le spese eventualmente incontrate per l'acquisto di specialità medicinali, per consulti o per intervento operatorio, anche se, per ragioni di urgenza, il Comando dell'Accademia abbia disposto il ricovero in clinica e l'intervento operatorio da parte di specialisti civili.

Art. 15.

Riepilogo delle pratiche che il concorrente deve svolgere

1. Inviare subito (in modo che pervenga non oltre il 5 agosto) la domanda provvisoria al Comando dell'Accademia navale (art. 3).

2. Presentarsi in tempo al Comando di marina od alla Capitaneria di porto più vicini, od alla Stazione carabinieri del luogo di residenza, per farsi rilasciare i documenti di viaggio (art. 14).

3. Presentarsi in orario a Livorno per la visita medica portando seco la domanda definitiva di cui all'art. 4, le tre fotografie e la carta d'identità (vedi art. 7).

4. Presentarsi nuovamente a Livorno, quando convocato dal Comando dell'Accademia navale, per sostenere gli esami di ammissione (ai primi di ottobre) portando seco i documenti di cui ai nn. 1, 2, 3, 4, 5, 6 e 7 dell'art. 4 ed il vestiario (vedi art. 9).

Per i concorrenti residenti all'estero valgono le disposizioni particolari di cui all'art. 5.

CAPITOLO III

REQUISITI FISICI PER L'AMMISSIONE ALL'ACCADEMIA NAVALE

Art. 16.

Generalità

L'attitudine fisica necessaria a stabilire l'idoneità per essere ammessi, è determinata, con giudizio inappellabile, da una Commissione medica (vedi art. 7), sulla guida dell'elenco delle infermità e imperfezioni fisiche esimenti dal servizio militare nella Marina militare, vigente all'atto del concorso, nonchè in base alle seguenti istruzioni speciali che si trascrivono per opportuna conoscenza dei concorrenti.

Art. 17.

Esame somatico

1. Trattandosi di giovani che pur trovandosi in avanzato stadio di sviluppo non lo hanno ancora raggiunto completamente, il giudizio di idoneità deve essere fondato sui caratteri somatici già manifesti di costituzione sana e robusta e di struttura armonica.

Fermo restando la valutazione obiettiva dell'armonia dello sviluppo corporeo, il minimo di statura ed il perimetro toracico debbono essere rispettivamente:

per i giovani che non hanno ancora compiuto il 18° anno: statura 1,63, perimetro toracico m. 0,80; per i giovani che non hanno ancora compiuto il 19° anno: statura 1,64, perimetro toracico m. 0,81; per i giovani che hanno già compiuto il 19° anno: statura 1,65, perimetro toracico m. 0,82.

In ogni caso il perimetro toracico ed il peso corporeo dovranno essere proporzionati alla statura.

2. I concorrenti riconosciuti di buona costituzione possono essere dichiarati idonei anche quando:

a) abbiano perduto al massimo quattro denti, sempre però convenientemente sostituiti con solida e moderna protesi in modo da non turbare la masticazione e la fonazione;

b) posseggano otto denti superficialmente cariati ed opportunamente otturati,

c) come condizioni intermedie sono tollerate la mancanza di tre denti e le carie superficiali di altri due o la mancanza di due denti e le carie superficiali di altri sei, sempre però che i denti mancanti siano sostituiti da adatta protesi e quelli cariati opportunamente otturati.

3. Saranno causa di non idoneità, invece se non raggiungono i limiti e le condizioni prescritte dall'elenco per la gente di leva:

a) tutte le manifestazioni morbose che, pur non avendo raggiunto un grado tale da essere motivo di inabilità al servizio militare, costituiscono un manifesto esponente di speciali malattie costituzionali, incompatibili con il servizio dell'ufficiale di Marina;

b) tutte le malattie dell'occhio e degli annessi ed in particolare tutte la affezioni congiuntivali manifestamente croniche di lunga ed incerta cura da ricollegarsi a speciali malattie costituzionali o pericolose per le comunità;

c) tutti i difetti scheletrici (mancanza di dita o falangi, accorciamenti di arti, asimmetrie, ecc.) che producono disturbi funzionali anche lievi o che costituiscono solo un appariscente deformità;

d) l'arresto di un testicolo nel canale inguinale;

e) il varicocele voluminoso e nodoso oppure associato ad ipotrofia del testicolo.

Art. 18.

Esame oculistico

Il limite del visus naturale richiesto per l'ammissione al corso allievi ufficiali di Stato Maggiore è di 14/15 binoculare e di 13/15 con l'occhio peggiore.

Per definire l'idoneità allo Stato Maggiore saranno sempre accertate le condizioni del fondo oculare e dello stato diottrico, in paralisi accomodativa, e saranno ricercate le seguenti altre funzioni dell'organo visivo: senso luminoso, senso di profondità, equilibrio muscolare, campo visivo.

Saranno motivo di esclusione la presenza di lesioni del fondo oculare, nonchè gli astigmatismi di qualunque specie e grado, fatta esclusione dell'astigmatismo fisiologico, la ipermetropia semplice, ove, previa paralisi dell'accomodazione, sia superiore ad una diottria e mezza, e l'anisometropia superiore alla mezza diottria, e infine anomalie delle altre funzioni soprastabilite. Per i concorrenti al corso allievi ufficiali del Genio navale ed Armi navali il visus deve essere pari a 10/10 in un occhio ed almeno a 7/10 nell'altro, corretto l'eventuale vizio di refrazione, che non dovrà superare, in ogni caso, i seguenti limiti:

a) miopia e ipermetropia: 3 diottrie, anche in un solo occhio;

b) astigmatismo regolare (miopico ed ipermetropico): 3 diottrie in uno degli assi principali, anche in un solo occhio;

c) astigmatismo misto: 3 diottrie quale somma dello astigmatismo miopico ed ipermetropico, anche in un solo occhio;

d) l'anisometropia sferica o astigmatica superiore alle due diottrie.

Saranno sottoposti all'esame schiascopico, in paralisi accomodative, allo scopo di stabilire o meno l'idoneità al Genio ed alle Armi navali, quei concorrenti che siano al limite della idoneità o nei quali si sospetti uno spasmo accomodativo.

Tanto per i concorrenti dello Stato Maggiore che per quelli del Genio e delle Armi navali, il senso cromatico, saggiato con le apposite tavole pseudoisocromatiche di Stilling, dovrà risultare normale.

Art. 19.

Esame otorinolaringoiatrico

E' richiesta una completa integrità anatomica e funzionale dell'apparato otorinolaringologico. Sono causa d'inabilità tra l'altro:

a) tutte le malattie organiche anche di un solo orecchio, ed i loro esiti, che compromettano l'integrità dell'organo e la funzione uditiva (acuità uditiva a 10 metri di distanza con ambedue gli orecchi e a 8 metri con uno solo determinata con acumetria fonica);

b) le imperfezioni o gli esiti di malattie croniche del rinofaringe che inducano gravi deformità o disturbi funzionali;

c) l'ipertrofia delle tonsille, quando esse vengano reciprocamente a contatto nei movimenti di contrazione del faringe; l'ipertrofia della tonsille faringea con segni di linfatismo o di adenoidismo;

d) i disturbi della parola anche se lievi (balbuzie, dislalia, disartria).

Art. 20.

Esami specialistici - Casi bisognevoli di osservazione

L'idoneità fisica viene giudicata non solo in base all'esame clinico generale, ma anche in base ai seguenti esami specialistici:

a) esame delle urine;

b) esame sierologico per la lue;

c) esame radiologico del torace;

d) esame della pressione arteriosa omerale (che deve essere inferiore a 140 mm. Hg per la Mx ed a 95 mm. Hg per la Mn).

Nei casi di infermità ed imperfezioni fisiche nei quali l'elenco prescrive, per l'accertamento definitivo nei militari ed iscritti di leva, la rivedibilità o l'osservazione in ospedale militare, la Commissione darà giudizio di non idoneità che sarà inappellabile.

Art. 21.

Idoneità condizionata

Le infermità o le imperfezioni che, pur costituendo motivi di inabilità, siano con cure mediche o chirurgiche suscettibili di pronta guarigione e con esito certo di riuscita, non saranno motivo di esclusione.

In tali casi il concorrente dovrà assoggettarsi alla cura medica o chirurgica per suo conto, in modo da conseguire la guarigione prima di presentarsi a sostenere gli esami di ammissione

Ai medici dell'Accademia spetta di accertare, all'atto del rientro dei concorrenti in Accademia per gli esami di ammissione, che l'esito dell'operazione o delle cure sia stato soddisfacente perchè si possa accordare la definitiva ammissione agli esami.

Art. 22.

Perdita della idoneità fisica

Durante il concorso possono essere rinviati dall'Accademia i concorrenti che presentino malattie non manifeste nè diagnosticabili all'atto della visita medica e quelle alterazioni che possono sorgere in prosieguo di tempo, tali da turbare permanentemente e progressivamente l'assoluta integrità fisica necessaria a chi debba sottoporsi alle esigenze di un lungo servizio militare marittimo.

CAPITOLO IV

DISPOSIZIONI AMMINISTRATIVE RELATIVE AL CORSO NORMALE

Art. 23.

Spese a carico delle famiglie

Le famiglie devono sostenere per ciascuna delle prime due classi le spese qui di seguito indicate:

1. *Spese ordinarie.* — Le spese ordinarie si riferiscono all'acquisto dei libri di testo, sinossi, oggetti di cancelleria e alla manutenzione del vestiario.

In caso di ripetizione di classe, per qualsiasi motivo, le famiglie sono tenute al pagamento delle spese ordinarie per l'anno ripetuto.

L'importo delle spese ordinarie è diviso in quote trimestrali da corrispondersi anticipatamente:

per la 1a classe: la prima all'atto dell'ammissione definitiva dell'allievo, le successive alle scadenze 1° gennaio, 1° aprile, 1° luglio;

per la 2a classe: alle scadenze 1° ottobre, 1° gennaio, 1° aprile, 1° luglio.

Per l'anno accademico 1960-61 l'ammontare delle spese ordinarie a carico delle famiglie è fissato in L. 48.000 e in quote trimestrali di L. 12.000 ciascuna.

Prima dell'inizio dell'anno accademico successivo le famiglie riceveranno comunicazioni dell'ammontare delle spese ordinarie per quell'anno.

I libri di testo e gli oggetti di cancelleria, forniti agli allievi sotto il presente titolo, restano di loro proprietà. Libri e oggetti forniti in più restano invece di proprietà dell'Accademia; a proprio esclusivo giudizio, l'Istituto potrà definitivamente lasciarli agli allievi in tutto o in parte al termine della 2a classe.

2. *Spese straordinarie.* — Le spese straordinarie si riferiscono al pagamento di specialità medicinali, cure dentarie, prestazioni e cure medico-chirurgiche speciali richieste dalle famiglie degli allievi, al pagamento di cure medico-chirurgiche, interventi operatori, degenze e consulti, se l'infermità non sia dipendente da cause di servizio, anche se per ragioni di urgenza il Comando dell'Accademia abbia disposto il ricovero in clinica con l'intervento operatorio da parte di specialisti civili. Le spese straordinarie si riferiscono inoltre al rinnovamento di capi di corredo, divenuti inservibili per lungo uso o per incuria dell'allievo, all'acquisto di strumenti scientifici, regoli calcolatori, compassi, e di oggetti vari per gli studi facoltativi, richiesti dall'allievo e autorizzati dalle famiglie, al pagamento di rotture e perdite di materiali per negligenza, e all'acquisto, in prima classe, di una tuta sportiva della foggia stabilita dal Comando dell'Istituto.

Le spese straordinarie devono essere rimborsate al Comando dell'Accademia entro un mese dalla data dell'invio dell'estratto conto.

Data la natura speciale ed il carattere eventuale ed occasionale delle « spese straordinarie » non è possibile predeterminarne l'importo, la cui entità è comunque subordinata, fra l'altro, alla cura con la quale l'allievo terrà il proprio corredo, gli oggetti a lui affidati ed al rispetto che egli dimostrerà verso gli arredi, oggetti, libri e i locali nei quali egli vive.

3. *Spese di carattere personale.* — Le famiglie dovranno inoltre fornire agli allievi il denaro loro occorrente per le minute spese personali, nelle quali il Comando dell'Accademia non interviene se non per esercitare la necessaria opera di controllo.

Le rimesse di denaro relative a dette spese dovranno essere effettuate mediante versamento sul conto corrente postale numero 22/11371 intestato all'Accademia navale Servizio di commissariato e non dovranno eccedere la somma che sarà comunicata dal Comando all'inizio di ogni anno accademico.

4. *Deposito cauzionale.* — All'atto dell'ammissione definitiva le famiglie dovranno versare un deposito cauzionale intangibile di L. 10.000 a garanzia della liquidazione dei conti in caso di rinvio dall'Istituto per qualsiasi motivo.

Tale somma verrà restituita al termine della 4a classe e ad esami superati — o all'atto del ritiro o rinvio dell'allievo — previa deduzione di quanto ancora eventualmente dovuto all'Accademia navale a qualsiasi titolo.

CAPITOLO V

PROGRAMMA DEGLI ESAMI ORALI DI AMMISSIONE

Art. 24.

Esame orale di matematica

Programma di algebra:

Calcolo dei monomi e polinomi razionali, interi e delle frazioni algebriche.

Identità ed equazioni. Principi della teoria delle equazioni Riduzioni di un'equazione di 1° grado.

Numeri reali assoluti. Uguaglianze, disuguaglianze, operazioni razionali su di esse. Radice N.ma nel campo dei numeri reali assoluti (radice aritmetica). Calcolo dei radicali.

Numeri reali relativi. Radicali nel campo reale. Disuguaglianze fra valori assoluti. Disuguaglianze fra numeri reali (relativi).

Rappresentazione geometrica dei numeri reali.

Equazione di 2° grado. Relazione fra i coefficienti e le radici di una equazione di 2° grado. Regola dei segni di Cartesio.

Equazioni riducibili al 2° grado. Equazioni irrazionali.

Trimonio di 2° grado. Disequazioni di 1° e 2° grado, frazionarie, irrazionali.

Principi generali sui sistemi di equazioni. Esempi semplici di sistemi di equazioni di grado superiore al primo.

Problemi di applicazione dell'algebra alla geometria.

Potenza con esponente razionale dei numeri reali positivi.

La funzione per a positivo. Curva esponenziale. Equazione esponenziale.

Logaritmi dei numeri reali e positivi; definizione e proprietà.

Teoremi relativi alle operazioni sui logaritmi

Progressioni aritmetiche e geometriche.

Programmi di trigonometria piana:

Misura degli archi e degli angoli, coordinate sopra la retta, la circonferenza e nel piano.

Definizioni delle funzioni circolari, loro periodicità e variazione.
Relazioni fra le funzioni circolari di archi supplementari, complementari, ecc.
Relazioni fra le funzioni circolari di uno stesso arco. Valori delle funzioni circolari e di alcuni archi.
Riduzione al primo quadrante. Uso delle tavole trigonometriche.
Formule di addizione, di duplicazione, di bisezione e di prostaferesi.
Verifica di identità trigonometriche e risoluzioni di equazioni trigonometriche.
Relazione tra gli elementi di un triangolo rettangolo e risoluzione dei triangoli rettangoli.
Il teorema dei seni e il teorema di Carnot. Formule di Delambre, di Briggs e di Nepero.
Risoluzione dei triangoli non rettangoli. Area di un triangolo.
Applicazione della trigonometria ai più semplici problemi pratici.

Programma di geometria:

Luoghi geometrici (asse di segmento, bisettrice di un angolo). Punti notevoli di un triangolo.
Angoli alla circonferenza.
Arco capace di un angolo dato. Quadrangoli inscrittibili e circoscrittibili.
Equivalenza piana. Teoremi di Pitagora e di Euclide. Teorema di Pitagora generalizzato. Grandezze geometriche. Grandezze continue. Rapporti fra grandezze. Proporzioni. Teorema di Talete e sue applicazioni. Triangoli e poligoni simili. Inscrizione del decagono, del pentagono e del pentadecagono regolare nella circonferenza.
Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio. Il numero « p greco ».
Teoria della misura e applicazione dell'algebra alla geometria.
Rette e piani nello spazio. Ortogonalità e parallelismo.
Diedri, triedri, triedri polari. Proprietà delle facce e dei diedri di un triedrio.
Eguaglianza diretta e inversa. Casi di eguaglianza dei triedri.
Prismi, parallelepipedi, piramidi, cilindri, coni, sfere.
Aree e volumi di cilindri, coni, sfere, fusi e spicchi sferici, calotte, zone e segmenti sferici.
Per la preparazione si consigliano i seguenti testi editi dall'Accademia Navale:

TOGNETTI: *Geometria;* FEDERIGHI: *Algebra;* AGOSTINI: *Trigonometria.*

I concorrenti potranno richiedere tali testi al Comando dell'Accademia navale che provvederà ad inviarli contrassegno; il costo è di L. 800 per il volume di algebra, L. 800 per quello di geometria, L. 400 per quello di trigonometria.

Art. 25.

Esame orale di cultura generale.

Programma di storia:

I. La restaurazione e la Santa Alleanza - Le società segrete: primi moti liberali, particolarmente in Italia - Rivolgimenti europei del 1830-1831.

II. Giuseppe Mazzini e la sua azione politica - Riforme e statuti in Italia - Rivoluzioni europee del 1848.

III. L'Italia nel biennio 1848-1849 e la prima guerra di indipendenza - Il decennio di raccoglimento: 1849-1859 - L'opera di Cavour - La seconda guerra d'indipendenza italiana e la spedizione dei Mille.

IV. L'Italia dalla proclamazione del nuovo Regno al 1866 - La terza guerra d'indipendenza - La questione romana - Prime colonie - La conquista della Libia.

V. La Francia sotto Napoleone III - Formazione dell'unità germanica - Gli Stati Uniti e la guerra di secessione - La questione d'Oriente e la formazione degli Stati Balcanici.

VI. La politica delle grandi potenze mondiali dopo il Congresso di Berlino - Ideologie e movimenti sociali - Espansione coloniale - Politica economica e coloniale inglese - L'Estremo Oriente: Cina, Giappone, Russia, Spagna e Stati Uniti.

VII. La Guerra Mondiale: cause, neutralità e intervento dell'Italia - Operazioni militari nei primi due anni di guerra: le grandi offensive austro-tedesche del 1916-1917.

VIII. La Guerra Mondiale: l'ultimo anno, la pace - Il nuovo assetto politico dell'Europa - Il problema coloniale del dopoguerra: colonie, protettorati, mandati.

IX. Il periodo fra le due grandi guerre - La trasformazione dell'impero coloniale inglese in Commonwealth - Il prodigioso sviluppo economico degli Stati Uniti - Le divisioni dell'Europa - Il tentativo nazista - La guerra d'Etiopia - La guerra di Spagna - L'inizio della seconda guerra mondiale.

Programma di geografia:

1. GEOGRAFIA MATEMATICA - *Il sistema solare* - *La Terra*: forma, dimensioni, movimenti - Coordinate geografiche: loro lettura.

2. GEOGRAFIA FISICA - *La litosfera*: formazione delle rocce - Le ere geologiche - Distribuzione delle terre emerse e degli oceani - Configurazione orizzontale: continenti, penisole, istmi, isole, coste, ecc. Configurazione verticale: bassipiani, altipiani, montagne, ecc.

3. GEOGRAFIA FISICA - *L'idrosfera*: oceani e mari - Fenomeni del mare - Profondità, salsedine, temperatura e colore, movimenti - Le acque continentali.

4. GEOGRAFIA FISICA - *L'atmosfera*: fenomeni dell'atmosfera: temperatura, pressione, meteore acquee ed aeree - Clima: zone e varietà climatiche.

5. L'ITALIA: Posizione, forma, confini, superficie, natura geologica, orografia, idrografia, clima - Porti principali.

6. L'ITALIA: Popolazione, lingua, religione, cultura - Le grandi opere pubbliche Agricoltura, bonifiche, irrigazione, industrie, commercio, navigazione marittima e navigazione interna.

7. L'EUROPA: Superficie, confini, coste, orografia, idrografia, clima, ricchezze naturali.

8. LE REGIONI E GLI STATI D'EUROPA CON SPECIALE RIGUARDO AI PAESI MARITTIMI: popolazione, governo, città principali, vie di comunicazione, attività economiche, prodotti agricoli e industriali.

9. L'ASIA E L'AFRICA: Descrizione fisica, con speciale riguardo alla configurazione orizzontale Porti principali - Descrizione fisico-economica degli Stati con particolare riguardo a: *Asia*: Medio Oriente, Pakistan, India, Malacca, Indonesia, Filippine, Cina, Formosa, Giappone, Asia sovietica - *Africa*: Africa mediterranea, Unione Sud-Africa, Etiopia, Somalia, Congo, Kenia, Rhodesia.

10. L'AMERICA E L'OCEANIA: Descrizione fisico-politica, con speciale riguardo alla configurazione orizzontale - Porti principali - Descrizione fisico-politica-economica degli Stati con particolare riguardo a: *America*: Canadà, Stati Uniti, Messico, Panama, Venezuela, Columbia, Brasile, Uruguay, Perù, Cile, Argentina. - *Oceania*: Australia, Nuova Zelanda.

11. LE TERRE POLARI: esplorazioni e risultati scientifici - Esploratori italiani.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 16 febbraio 1960

Il Ministro per la difesa
ANDREOTTI

Il Ministro per il tesoro
TAMBRONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *marzo* 1960
Registro n. 9 *Difesa-Marina, foglio n.* 94. — BONATTI

(1721)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.